NATIONALISME, ISLAM ET DEVELOPPEMENT AU BANGLADESH*

BERNARD HOURS, MONIQUE SELIM
ORSTOM. (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération)

Après s'être chèrement libérés de la tutelle pakistanaise en fondant le Bangladesh dans l'est du Bengale, les citoyens de ce pays neuf font toujours figure de pauvres parmi les pauvres et de symbole du sous-développement. Contrairement à une vision simpliste répandue en Occident, le sous-développement ne se présente pas seulement sous la forme d'une somme d'indicateurs (PNB, mortalité, natalité, etc.) et comme un manque (nourriture, revenus, soins, démocratie...). Dans les sociétés dites sous-développées du tiers monde fonctionnent des structures sociales, politiques, religieuses, culturelles qui font sens pour les habitants. Elles créent des points de repère qui permettent d'interpréter localement le sous-développement, la pauvreté, les inégalités sociales, la dépendance.

Parmi de tels points d'appui observables au Bangladesh aujourd'hui, le nationalisme hérité de la guerre de libération tout autant que l'Islam sous ses différentes formes, plus ou moins radicales, constituent deux références majeures, historiques, culturelles, idéologiques, sociales.

On ne produira pas ici un discours sur le nationalisme et l'Islam au Bangladesh mais on s'attachera à analyser les représentations liées à ces deux référents dans trois conjonctures particulières, toutes destinées à entraîner des productions sociales ou matérielles autochtones appelées développement. On abordera tout d'abord une organisation non gouvernementale (NGO) fameuse pour ses initiatives dans le domaine des soins de santé primaires et de la fabrication des médicaments essentiels. On se penchera ensuite sur le syndicat d'une multinationale pharmaceutique. On portera le regard enfin sur des associations islamiques de développement étudiées dans la ville de Dhaka.

GK : UN MODELE DE DEVELOPPEMENT ENDOGENE NATIONAL

Gonoshasthaya Kendra (GK), plus connu sous la dénomination de Centre de Savar, est une organisation non gouvernementale fondée en 1972 par des médecins bangladeshis, peu après la guerre de libération. Les secours d'urgence dispensés à la population civile durant le conflit amenèrent ces médecins à envisager la nécessité de la mise en place d'un système de soins adaptés et destinés aux populations rurales pauvres, qui constituent l'immense majorité des habitants du pays. Dès l'origine, GK exprime une volonté autochtone de produire un développement sanitaire endogène, anticipant largement sur l'idéologie participative et communautaire de la Conférence de l'OMS à Alma Ata en 1978.

Toutefois, à l'inverse de nombreux projets de soins de santé primaires qui sont initiés par des acteurs étrangers, souvent réduits à se contenter d'une participation fictive et incantatoire de la population, le projet de GK est mis en œuvre par des combattants de la guerre de libération, tous bangladeshis qui imposent une dimension nationaliste affirmée qui perdure.

Cette dimension puise sa source dans la proximité et la continuité entre la guerre de libération nationale, l'édification d'un petit hôpital de campagne d'abord, puis d'un vaste campus qui se développera. La santé est conçue par les promoteurs de GK comme une libération face aux contraintes socio-économiques qui font de la pauvreté la principale cause des pathologies. Cette pauvreté est présentée comme ayant des causes internes et externes. L'exploitation des pauvres par les riches propriétaires et les politiciens corrompus, les injustices sociales observables dans la société bangladeshie constituent des causes internes. Celles-ci ne sont pas indépendantes des causes externes que sont les diverses formes de la dépendance du tiers monde face aux pays riches qui utilisent leur suprématie technologique et en abusent en surexploitant le tiers monde. Selon les responsables de GK, des technologies simples et localement gérées déboucheraient sur moins d'injustice et partant moins de misère, préalable à une

* Soutenu par le programme « Science et Technique au service du développement ». Commission des Communautés Européennes. Contrat n° TS 2 – M – 0036 – F.

meilleure santé, à une meilleure éducation, à une dignité humaine restaurée dans une nation respectable et respectée.

On voit ici mêlées les composantes nationalistes et des éléments d'une idéologie plus large au caractère tiers mondiste affirmé. On doit souligner en outre la référence à une conception socialiste de la société (le père de la Nation, Cheik Mujibur Rahman, instaura une république laïque et « socialiste »). Les premières stratégies sanitaires entamées à Savar étaient largement influencées par le modèle chinois des « médecins aux pieds nus ». Cette conjugaison entre un nationalisme exigeant l'indépendance des hommes et un socialisme plus abstrait en quête de justice sociale constitue la dynamique idéologique initiale de GK qui s'exprime par une lutte interne contre l'oppression et l'injustice et une lutte externe contre la mise sous tutelle du tiers monde par la domination économique et politique. On observe donc une logique interne nationaliste visant à émanciper les populations rurales par la santé et l'éducation, immédiatement et intrinsèquement mise en rapport avec des logiques macroéconomiques et macropolitiques découlant des rapports inégalitaires entre le nord et le sud.

Pour affronter les contraintes liées au sous-développement et à la dépendance qui le caractérise, le modèle de développement endogène préconisé, reposant sur l'éducation populaire, la santé pour tous et la justice sociale, a dû dès l'origine de l'organisation intégrer une stratégie externe en direction des donateurs occidentaux et d'organisations internationales telles que l'OMS ou l'UNICEF. Il est très vite apparu que le modèle nationaliste d'un développement endogène et autocentré supposait des réalisations nécessitant une aide financière ou technique étrangère. Cette contradiction fut affrontée par un appel à des donateurs à travers des organisations caritatives et des associations spécialisées dans l'aide au tiers monde. Ces organisations participent à ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement tiers mondiste et militent pour une transformation des rapports Nord-Sud, des lois du marché plus justes pour le tiers monde, un développement s'appuyant sur les populations autochtones. Pour les membres de base de GK, ces donateurs étrangers, parfois de passage, sont pour certains des « amis », c'est-à-dire des Occidentaux bienveillants partageant la même approche de l'émancipation par le développement. Cette vision occulte la contradiction latente entre le nationalisme du projet et sa relative dépendance financière. Elle présume qu'au-delà d'une communication émotionnelle existeraient des analyses et des représentations réellement partagées. C'est rarement le cas. En effet les ONG occidentales, qui depuis près de vingt ans soutiennent GK par des dons, ignorent largement et sont souvent incapables de mesurer la portée du nationalisme bangladeshi, dans la mesure où elles agissent au nom des valeurs humanitaires plus abstraites. Les responsables de l'organisation ont identifié et maîtrisent cette « connaissance-ignorance » sans offrir aux donateurs des images d'Epinal, comme le font de nombreuses ONG vis-à-vis de leurs financeurs. En présentant l'aspect technique des projets, le dialogue avec les organisations occidentales est plus facile. A GK, on s'est toujours refusé à négocier la stratégie avec des donateurs étrangers. L'opportunité de telle ou telle action est décidée en amont de la recherche du financement. De cette façon, GK maintient son exigence nationaliste de complète indépendance tout en obtenant l'aide nécessaire, sur la base de dossiers techniques concernant de nouvelles activités sources de revenus, ou la mise en œuvre de technologies nouvelles.

L'ouverture d'une usine pharmaceutique produisant des médicaments génériques en 1980 constitue *le meilleur exemple possible d'un transfert de technologie maîtrisé de bout en bout par des autochtones bangladeshis* avec le concours financier ou technique d'allochtones européens ou indiens. En 1982, 81 % des médicaments produits au Bangladesh l'étaient par huit firmes multinationales. Sur les 4 170 spécialités produites, 250 étaient sûres en termes thérapeutiques. Dans le dispositif des soins de santé primaires préconisé par la Conférence d'Alma Ata, la fourniture de médicaments essentiels tient une part importante. Produire moins de médicaments, plus utiles, à un coût modéré, constituait un objectif affiché dès 1978. En 1980, sur le campus de Savar, une usine pharmaceutique est installée, avec des capitaux bangladeshis et européens pour produire des médicaments génériques d'abord peu nombreux ; puis désormais une quarantaine de médicaments, dont des antibiotiques, qui constituent une part croissante du marché national, allant jusqu'à 25 % pour certains produits. Les 350 salariés de l'usine ont augmenté la population, et l'organisation qui se présente aujourd'hui comme une entreprise de développement[1] emploie actuellement plus de 1 000 salariés ou salariés militants.

Cette initiative a facilité l'adoption de la *Drug policy* par le gouvernement du Bangladesh, qui en 1982 a interdit 1 700 des 4 100 médicaments répertoriés et provoqué de violentes protestations des multinationales pharmaceutiques. Cette décision, destinée à protéger et à développer un marché national, peut surprendre de la part d'un gouvernement largement dépendant de l'aide étrangère. Cette politique a été maintenue jusqu'à ce jour, (1990) malgré de multiples manœuvres de compagnies ou d'Etats étrangers.

Cette volonté de mise en œuvre d'un modèle national de développement par opposition à un modèle imposé par des donateurs étrangers se retrouve ailleurs dans l'histoire du développement et de ses échecs. Ce qui paraît original dans le cas de GK, c'est une capacité particulière à concilier des technologies étrangères sophistiquées et une exigence nationaliste irréductible de servir le développement du Bangladesh dans son ensemble, d'abord à partir du Centre de Savar, puis par l'implantation d'autres projets

dans tout le pays. Se voulant un modèle de développement pour le pays, cette organisation ne s'est jamais abandonnée à la satisfaction de mini-réussites dans de mini-projets, comme le font la plupart des ONG étrangères. Avec ses projets de petites industries dans différents secteurs, GK entend se présenter comme une chaîne d'entreprises de développement dont les résultats permettraient d'affirmer que le développement est possible au Bangladesh et qu'il convient de l'aborder entre nationaux, avec des appuis extérieurs, mais sans un misérabilisme et une assistance caritative infamante pour la dignité du pays.

LE SYNDICAT D'UNE MULTINATIONALE FACE AU DEVELOPPEMENT ET A L'INDUSTRIALISATION

GK constitue un lieu où s'élabore une pensée et une interprétation systématique du développement, comme on vient de le voir. En se tournant vers le syndicat de la filiale d'une multinationale pharmaceutique[2], sise à Dhaka, on appréhende un autre type de micro-univers dont la vocation a priori n'est certes pas le développement. Que les acteurs réfléchissent là comme ailleurs — et plutôt plus qu'ailleurs en raison de l'histoire socio-politique et socio-économique spécifique au Bangladesh — apparaît cependant très rapidement. La comparaison avec les autres types d'institutions appréhendés ici (ONG et associations islamiques) n'est donc pas arbitraire en ce domaine. Elle enrichit l'analyse en introduisant notamment au cœur de la société bangladeshie par la médiation d'employés de l'industrie.

Quelques précisions sur cette multinationale d'origine américaine sont nécessaires pour saisir les ressorts essentiels sur lesquels s'appuie une vision spécifique du développement initiée par des hommes à l'éducation scolaire limitée et dont la formation intellectuelle résulte principalement de leur longue insertion dans un contexte de travail dit « moderne ». Relevant d'un des sept plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux, la filiale de Dhaka fut installée en 1968. La compagnie était déjà présente dans le sous-continent indien depuis 1948. Nombreux sont les salariés actuels de l'usine bangladeshie qui furent employés dès 1964-1965 au Pakistan de l'Ouest, dans l'établissement de Karachi où ils avaient momentanément émigré à la recherche de travail. L'ouverture de l'usine de Dhaka est pour ces derniers un événement majeur qui instruit en lui-même des conceptions du développement que forgent les autochtones de la province de l'Est. Dans cette partie du Bengale on nourrit en effet depuis de longues années un ressentiment de plus en plus fort contre les « colons pakistanais » : ce ressentiment a pour objet le « développement inégalitaire » entre les deux régions du pays. Tandis qu'à l'ouest la « modernisation » semble progresser à grands pas, l'est est abandonné à lui-même, à la privation d'équipements enviés, à une « arriération » intolérable selon les vues des indigènes eux-mêmes. La révolte gronde donc en sourdine.

Le gouvernement de Karachi sentant le danger décide de lancer d'urgence un programme d'industrialisation, véritable sauvetage de la « colonie ». C'est dans cette conjoncture très particulière qu'une usine sera érigée, en 1968, à Dhaka. On comprend qu'elle soit saluée par les migrants bengalis, qui saisissent avec enthousiasme cette occasion de rentrer dans leur contrée, comme l'apport d'un « développement » si attendu car si différé par ceux qui se présentent comme des « maîtres » de plus en plus honnis. Les ouvriers bengalis bâtiront à Dhaka l'usine de leurs propres mains. La décision d'ouvrir l'usine n'est pas attribuée par ces derniers à la bienveillance tardive de leurs « oppresseurs » : ils sont convaincus qu'un seul homme en est responsable.

Cet homme est l'un des rares cadres supérieurs d'origine bengalie de la filiale de Karachi. Il est depuis une vingtaine d'années et jusqu'à maintenant le directeur général de l'usine de Dhaka. Dès 1968, nationalisme, modernisation, industrialisation et développement sont donc intimement imbriqués dans l'esprit de ceux qui deviendront les leaders du syndicat qu'ils créeront après la guerre de libération de 1971. Le développement est alors associé à des rapports de domination politique, économique et sociale : il est ce qu'il faut conquérir avec l'indépendance, dont il est proprement inséparable. L'émancipation que tous souhaitent, c'est aussi la promesse d'un développement que les « colons » gardent jalousement pour eux, délaissant le Bengale de l'Est à ses catastrophes rituelles et son insalubrité générique.

L'usine est donc chérie comme la première preuve d'un développement généralisé et prochain. Elle sera en 1971 exceptionnellement sauvegardée au milieu des pillages effectués par des bandes incontrôlables, dans une période de tumultes et d'anarchie politiques. Les ouvriers bengalis défendent une usine qu'ils considèrent comme « leur » usine. Ils ont rejoint la résistance armée après avoir été licenciés collectivement au début des troubles au profit des « biharis », insoupçonnables de traîtrise par les Pakistanais. Au lendemain de la guerre, les clefs de l'usine sont rendues à son futur directeur général : rien n'a disparu ; les stocks de médicaments et les équipements sont intacts. Le bruit court qu'un Indien deviendrait directeur. Le siège de New York devra accepter l'état de fait. Leur victoire récente a donné aux ouvriers bengalis une force nouvelle que la situation générale du pays, où la violence règne, encourage aisément : ils empêchent l'arrivée de « l'étranger » à l'usine et porteront au pouvoir celui qui a « donné » l'usine au Bengale de l'Est et n'a cessé, au cours de la guerre, de soutenir [illegible] chefs ouvriers de la résistance. Avant la déclaration de la guerre, il était déjà le président d'un comité pour l'indépendance au sein de l'usine. Les futurs leaders syndicaux et leur directeur sont donc liés par une légitimité partagée

dans l'illégalité, puis dans la légalité : le développement du Bangladesh libre commence à l'usine. Quelques mois après la guerre, les leaders syndicaux obtiennent de leurs ouvriers subalternes le doublement des quotas de production demandés par le directeur ; il s'agit de prouver, à soi, à ses supérieurs, et finalement au pays, que les Bengalis — toujours méprisés — sont capables d'assumer seuls un développement dont on les a trop longtemps exclus. Vingt ans après, la même entente hiérarchique règne entre les vieux leaders, devenus cadres en 1982, et leur directeur toujours présent. Contre vents et marée, des objectifs communs sont maintenus.

La filiale américaine a été totalement appropriée — dans l'imaginaire, mais aussi dans les formes originales de gestion du personnel — par ses salariés qui s'y identifient sans mesure, en dépit du fait que l'histoire politique du pays rend cette identification parfois difficile et épineuse. La *Drug policy* dont on a déjà explicité les grandes lignes frappe de plein fouet la multinationale étudiée, comme les autres de cette branche. Elle place les employés devant un dilemme sur lequel il faut se pencher, dans la mesure où il met en scène encore une fois leurs raisonnements face au développement de leur nation, qui reste une préoccupation constante et de plus en plus douloureuse. Les acteurs ne se révèlent nullement tenus à un gouvernement détesté[3], accusé d'être peuplé d'anciens collaborateurs, d'être dans l'incapacité de développer, dans l'autonomie, le pays, d'être simplement en mesure de « mendier » honteusement l'aide aux nations étrangères. Ils ne sont pas plus assujettis aux détenteurs de la filiale qui les emploie, les sentiments de travailler pour le développement de « leur usine » effaçant singulièrement l'allochtonie du propriétaire de la compagnie, ils s'interrogent donc sur les aspects négatifs et positifs de la *Drug policy* dont ils ont vu les effets dramatiques sur d'autres multinationales pharmaceutiques à travers, entre autres, des licenciements massifs, évités exceptionnellement dans « leur » usine. Ils constatent tous les jours que, depuis 1982, la situation de l'usine régresse ; elle n'est plus la première du pays et ils sont conscients des difficultés économiques qu'ils doivent affronter avec « leur directeur » dans un avenir très proche. Pourtant, ils reconnaissent que la *Drug policy* a limité avec justesse des bénéfices indus des multinationales pharmaceutiques qui multipliaient vitamines et toniques... La *Drug policy* est donc, selon eux, globalement bénéfique au pays, dans la mesure où elle contribue à améliorer l'état de santé de ses habitants et donc son développement.

Pourtant, un fait tracasse nos leaders syndicaux : si dans le monde entier la *Drug policy* est jugée si bonne pour les pays sous-développés, et entre autres pour le Bangladesh où elle est strictement appliquée, pourquoi ne l'étend-on pas aux pays industrialisés ? Certes ces pays sont « développés », mais pourquoi n'auraient-ils pas eux aussi besoin d'un contrôle étatique de leurs médicaments ? On conviendra facilement que ces questions ne sont pas totalement naïves. Elles montrent en particulier comment des citoyens bangladeshis appellent de tous leurs vœux un développement réel, prêts pour cela à prendre une distance critique à l'égard de leur condition objective de salariés d'une multinationale. Mais dans le même moment ces hommes refusent de se laisser enfermer dans les pièges multiples du sous-développement, dont on ne cesse de les affubler — se dressant pour cette raison notamment contre leur gouvernement qui abuse, à leurs yeux, face au monde entier, de ce sous-développement au nom duquel il réclame une aide indispensable à l'entretien de son armée. Ils continuent à imaginer qu'un jour peut-être, sera possible, comme ils l'ont cru en 1971, un Bangladesh indépendant et développé...

ORGANISATIONS ISLAMIQUES ET DEVELOPPEMENT

Les organisations non gouvernementales ont pris le relais des Etats occidentaux pour répandre le modèle occidental de développement économique et social dans le tiers monde. On relève 9 000 organisations associatives déclarées au Bangladesh, dont plus de 400 se consacrent à des projets de développement financés par des organisations étrangères. Ces dernières sont les mieux connues. C'est parmi elles que se rangent les ONG importantes comme Care, Caritas, Oxfam...

Au milieu des autres organisations moins connues, figurent un certain nombre d'organisations qui font référence à l'Islam de manière explicite. Les grosses organisations de développement étrangères ne doivent donc pas masquer la richesse et l'abondance d'un tissu associatif dans la société du Bangladesh. Des protestations épisodiques s'élèvent d'ailleurs contre les ONG étrangères, soit au nom d'un nationalisme laïque, soit au nom de l'Islam qui accuse les ONG occidentales de subvertir la société en important des valeurs et des normes incompatibles avec l'Islam, ou de se livrer derrière les projets de développement à une activité missionnaire de conversion.

Le contrôle des activités des ONG étrangères est un thème politique important dans les pays du tiers monde les plus assistés, tel le Bangladesh. Il en est de même en ce qui concerne les associations locales : car étrangères ou nationales, ces organisations ne sont pas neutres et véhiculent des modèles de développement, des modèles de sociétés ; elles exercent des pressions directes ou indirectes sur le pouvoir politique. Il faut donc récuser un idéalisme associatif typiquement occidental : toutes les ONG font de la politique, se concurrencent et parfois s'opposent sur le terrain.

On s'efforcera ici de présenter une typologie simple des associations islamiques au Bangladesh avant d'analyser les différentes conceptions du développement qu'elles transmettent.

Une tradition caritative ancienne existe dans le sous-continent indien. Le concept occidental d'ONG n'est donc pas neuf, pas plus que son caractère de substitution aux actions insuffisantes de l'Etat. Là où le vocabulaire indigène parle de comité, de ligue, d'association, de société, le concept moderne d'ONG (NGO) implique surtout, pour les Bangladeshis, une manne étrangère, à l'occasion néocoloniale, pourvoyeuse d'argent, d'emplois et d'avantages matériels dont il est bon de tirer profit. C'est pourquoi la dimension caritative de l'aide est toujours plus rapidement perçue que la notion, plus abstraite, de développement qui n'a guère de sens pour les paysans.

On peut distinguer, parmi les associations se référant à l'Islam, deux catégories qui vont des plus caritatives aux plus militantes. Les *associations islamiques caritatives* apportent aide et secours à ceux qui sont déchus (destitute) ou dans la détresse (distressed). Les vertus de l'aumône et d'un partage équitable sont très présentes dans l'Islam où, comme dans beaucoup de grandes religions, l'aumône procure du mérite. Cette vertu individuelle est inséparable de la nécessité d'éradiquer la mendicité qui n'existe plus dans la cité de Dieu qui représente le modèle idéal d'une société juste où chacun a sa place et où chacun est à sa place.

Ainsi, dans la grande bourgeoisie de Dhaka, il est assez fréquent d'avoir ses bonnes œuvres, c'est-à-dire de participer ou mieux encore d'installer un atelier de couture pour des femmes abandonnées, une école de pauvres avec un instituteur bénévole ou rémunéré, une visite médicale gratuite avec des médecins de la bonne société, qui consultent quelques heures par semaine, à titre d'extra, sans être rémunérés. Des collectes entre amis ou voisins permettent de faire fonctionner ces structures modestes mais répandues. De nombreux orphelinats sont mis en place par des organisations plus structurées, de tailles diverses. L'éducation et la santé constituent toujours les activités principales des associations islamiques caritatives. L'éducation religieuse alterne avec l'éducation plus technique ou l'apprentissage d'un métier.

Pour la santé, il s'agit de mettre en place des dispensaires et cliniques de jour, voire de petits hôpitaux pour les organisations qui reçoivent des financements extérieurs. L'initiative groupusculaire se transforme parfois en une vaste entreprise caritative qui s'implante dans un quartier et qui exerce un contrôle social non négligeable sur les habitants.

Ainsi l'*Azad Muslim Welfare Complex Bangladesh*, implanté dans le vieux Dhaka, est une fondation établie par des riches notables du quartier qui entretiennent des rapports étroits avec la municipalité et le député du quartier. Son président Nasir Hussein affirme : « Allah peut donner à chacun de nous la chance de s'engager dans le service humanitaire. » D'abord organisation paramilitaire à l'époque pakistanaise, la fondation s'est développée grâce aux dons des leaders locaux. Depuis 1945, elle affirme vouloir servir l'humanité, l'Etat, la nation, fait référence à la foi, à la discipline, à la confiance, au travail social, à la sincérité, à l'honnêteté, à l'amour, au service du prochain. Contrôlée par une famille d'homme politiques du parti gouvernemental (Jatyo party), les activités de cette fondation sont multiples. Dans le domaine de l'éducation, l'organisation a mis en place une vingtaine de classes pour adultes, garçons et filles, des cours de couture et de broderie, de petites industries artisanales. Après avoir installé ces structures, les responsables de l'Azad Complex tentent, souvent avec succès, de faire prendre en charge le fonctionnement des classes par l'Etat. En outre, dans des locaux obtenus par donation de notables voisins, ont été installés, à côtés des écoles, des consultations médicales allopathiques et homéopathiques. L'association, liée au département ONG des Nations Unies selon ses prospectus, a fait construire sur un terrain donné un marché sur lequel elle loue 300 boutiques. Elle gère également un centre nutritionnel, des clubs et équipements sportifs, une « résidence » (bien modeste) pour conducteurs de cyclo-pousse, une coopérative de prêts...

Les activités caritatives s'expriment rarement à une telle échelle et elles semblent très largement contrôlées par une oligarchie locale composée pour 2/3 de « business men » et 1/3 de fonctionnaires. Les connections politiques ont été soulignées. Assez faiblement fréquentées, ces structures sont parfois des alibis et rendent service à quelques-uns, mais elles se présentent aussi comme une entreprise de captation du prestige et du pouvoir dans un quartier urbain. Le président de la fondation a reçu de multiples décorations et a produit plusieurs ouvrages édifiants sur le développement social, la nécessité de moraliser la société et le besoin d'éradiquer mendicité et délinquance.

World Islam Mission Qurani Sunni est présidée par un ex-avocat à la Cour suprême qui dénonce les organisations islamiques financées par les pays arabes. Cette organisation met en œuvre des activités de réhabilitation, une maternité à Chonpara Demra, des classes pour adultes, des orphelinats à Thakurgaon et Khulna, des dispensaires homéopathiques. Avocats, banquiers, industriels, hauts fonctionnaires se côtoient au conseil d'administration.

Une association de taille équivalente, la *Islami Samaj Kalyan Samity Dacca*, avait en 1978, selon sa brochure, un budget de 450 000 takas (90 000 F), ce qui laisse penser que de telles activités caritatives s'exercent à une échelle relativement limitée en termes d'impact.

On voit que ces organisations caritatives présentent des activités confidentielles à l'échelle d'un quartier quadrillé. Les valeurs idéales auxquelles renvoient leurs écrits et discours ne sont pas sans évoquer la charité chrétienne bien entendue par nos bourgeoisies bien-pensantes, il y a quelques décennies en Europe. L'Islam y est le vecteur d'une exigence idéale, d'une sollicitude humaniste affichée pour les pauvres touchés par le malheur. De telles organisations

furent présentes en établissant des soupes populaires et des secours, lors des inondations de 1988 à Dhaka.

Au-delà de ces organisations caritatives inspirées par un humanisme musulman à visage universel se présentent des *organisations plus militantes* telles que le *Mashid Samaj Bangladesh* (société de la mosquée) ou la *Bangladesh Mashid Mission*. La Mashid Samaj disposait d'un budget de 300 000 F en 1981 et a reçu l'aide de l'UNICEF pour l'alphabétisation des adultes, du World Food Programm, du gouvernement du Bangladesh pour l'éducation de masse. Leur objectif est de développer le rôle social et religieux des mosquées en formant des imams, en promouvant l'éducation religieuse, en offrant des services sociaux aux pauvres (médecine, aide matérielle...). Les références à l'Islam sont ici précises et les activités organisées le sont en complète conformité avec les comportements requis d'un musulman et les valeurs sous-jacentes.

L'*Islam Social Welfare Association* (Andjuman Heidaitul Unmat) organise pour sa part des dispensaires de soins, la formation professionnelle de quelques dizaines de jeunes à la mécanique, à la dactylographie. Certains de ses cadres sont adhérents du « Jamaat i islami », le parti intégriste qui lutte pour un Etat islamique.

De son côté, l'*Association des enseignants des « madrasahs »* (collèges coraniques), financée par l'Irak, se présente comme une organisation militante assez radicale qui encadre et recycle les professeurs en leur inculquant les valeurs d'un Islam fondamentaliste.

Rabitat Al Alam Al Islami (International Islamic Relief Organisation) est financée à 70 % par l'Arabie Saoudite, siège de l'organisation proche du parti « Jamaat i islami ». Elle met en œuvre des formations dans les madrasahs, des cliniques de jours, trois hôpitaux (210 lits), des cours de couture, 400 cyclo-pousses, des cours de formation professionnelle (frigoristes, mécanique, dactylo) avec 25 instructeurs, dans des locaux opérationnels où règne une réelle activité.

Parmi les financements des associations islamiques, il faut mentionner les dons de zakat (l'aumône légale) et les dons suivis de la vente des peaux de sacrifices de fin de ramadan (kurbani). Les montants sont modestes mais se situent dans une tradition islamique affirmée.

L'*Islamic Fondation* est la principale organisation islamique du pays. Il s'agit d'une association contrôlée par l'Etat, bien représentative des ambiguïtés liées à la gestion idéologique de l'Islam au Bangladesh. Attachée à la promotion des institutions islamiques, l'Islamic Fondation présente aussi une dimention « moderniste » par la formation donnée aux imams pour promouvoir le développement économique dans les villages, les soins médicaux dans des dispensaires et cliniques, la réhabilitation des convertis.

Ainsi, la diversité des organisations se référant à l'Islam se manifeste à travers de multiples cas de figure où interfèrent des logiques sociales et politiques internes et des financements extérieurs, fréquemment arabes, parfois occidentaux. Entre le paternalisme caritatif et le militantisme radical, fondamentaliste, voire intégriste, les organisations contrôlées par l'Etat tentent de suivre une voie moyenne.

Le discours humaniste idéaliste n'est pas exempt du pharisianisme des riches dans un pays de pauvres. Mais ici, tout messianisme paupériste ou misérabiliste est absent. Il n'y a pas de place au Bangladesh pour une théologie de la libération. Il s'agit de rendre supportable la société réelle, d'en limiter les dérapages, finalement de la conserver.

Au contraire, les organisations islamistes militantes souhaitent modifier la société au nom des principes de l'Islam. On y rencontre de jeunes barbus convaincus que l'Islam apporte l'ordre juste et règle la question de la pauvreté. La société idéale de l'Islam doit être instaurée et les activités caritatives sont annexes par rapport à cet objectif de réforme morale. Pour eux, le développement c'est d'abord le développement moral des hommes qui engendre celui de la société. La justice sociale n'est que la conséquence de l'établissement de la vertu et de la paix dans la société. Le « welfare » n'est pas pour eux une prospérité et un bien-être matériels ; c'est une harmonie profonde entre les hommes, avec la nature don de Dieu, qui naît du respect de la loi religieuse issue de l'enseignement du prophète, dans une société juste et pacifiée.

Pays sous-développé, le Bangladesh vit selon eux dans une abjecte dépendance, face à une notion du développement économique et social qui leur paraît à la fois amorale et immorale.

On voit que le fossé est profond et ne cesse de s'élargir entre des tentatives d'ONG occidentales bien intentionnées et un nombre croissant de musulmans privés de dignité nationale, d'emplois, de salaires décents, qui s'engagent dans des organisations poussées au radicalisme par la modestie de leurs résultats concrets. Une part croissante des organisations islamiques investit ce champ où se mêlent frustrations et exigences, manifestant que l'Islam se présente bien, et de plus en plus, comme l'alternative majeure à la faillite relative du développement occidentalo-centré et technocratique. Relais du tiers mondisme foudroyé en Occident, ces nouveaux « damnés de la terre » lancent un défit aux financiers et autres tenants du développement planétaire planifié en Occident, au prix que l'on sait. En préférant le pèlerinage à la Mecque aux voyages au siège de la Banque Mondiale, ils affirment à travers leurs diverses organisations que le développement, la liberté, en soi, ne sont pas des objectifs humains, mais que le respect de l'ordre du monde, des règles morales édictées par l'Islam constitue le seul projet juste.

Quel prix le tiers monde est-il prêt à payer pour une telle conviction ? L'effondrement et l'effacement du socialisme transforme ce débat en un affrontement singulier où la raison risque d'être un arbitre contesté.

CONCLUSION

Les organisations étudiées manifestent la vitalité du nationalisme au Bangladesh en même temps que sa crise face à des idéologies universalistes comme l'islamisme. Le nationalisme est né au Bangladesh contre un développement inégal entre les deux « Pakistans » et contre une oppression linguistique et culturelle. Cette aspiration nationale réalisée est donc inséparable d'une aspiration au développement qui apparaît largement frustrée. La « culture bengalie » a donc alimenté un mythe national qui survit malgré l'échec du développement.

Pour GK, aussi bien que pour le syndicat évoqué, développement et indépendance doivent aller de pair et sont pensés ensemble. L'absence de développement global résulte de l'existence de groupes sociaux, politiques, économiques aliénés à des intérêts étrangers. Pour eux, il n'y a de développement qu'approprié par des nationaux.

De leur côté, les associations islamiques conçoivent le développement comme une donnée universelle, part de la condition humaine. Nation et développement sont disjoints. C'est sur les cendres du nationalisme que se développent les mouvements islamiques, au Bangladesh comme en Egypte ou en Algérie. Le mythe de la culture nationale est ici remplacé par celui de la loi coranique et de la morale de l'Islam. A l'identité nationale est substituée une identité de croyants, fondée sur des valeurs partagées par tous les musulmans. Toutes ces visions ont en commun de subordonner le développement à d'autres fins. Celui-ci est lié soit à l'identité nationale, soit à une éthique et à une foi identique. Résolument laïques, GK et le syndicat mentionné s'opposent à une conception « fondamentaliste » de la société.

Néanmoins, tous ces modes de pensée partagent une vision contingente du développement qui se distingue nettement de l'idéologie occidentale du développement économique et social. Il faut retenir des affirmations des organisations étudiées que la dignité nationale des citoyens, ou la dignité axiologique des croyants, prévalent sur les dimensions techniques et financières du développement conçu par l'Occident et exporté par lui avec le peu de succès que l'on constate. Le développement apparaît alors comme le phantasme universaliste de l'homme blanc et n'a de sens que pour ce dernier, car il semble qu'on ne puisse pas penser le développement à la place des sujets du développement que sont les hommes dits du « tiers monde ».

Nationalisme d'hier, islamisme d'aujourd'hui, sont d'abord des protestations contre l'impérialisme ethnocentrique de l'Occident. Il pourrait donc suffire d'un pas de plus dans l'impérialisme occidental pour unifier les voix que nous avons distinguées dans une contestation unique.

NOTE

1 B. Hours, M. Selim : « Une entreprise de développement au Bangladesh — le centre de Savar » L'Harmattan, 1989.

2 M. Selim : « L'aventure d'une Multinationale au Bangladesh, ethnologie d'une entreprise » L'Harmattan, 1991.

3 Le gouvernement du général H.M. Ershad, qui a démissionné fin 1990.

économique. Le moment de la constitution des parties articule leur statut et leurs modes spécifiques de constitution ; le conflit déséquilibré entre les parties impose la revendication comme mode de constitution du collectif des salariés. Le moment de la rencontre qui relève d'un processus de négociation et non de participation ; ses modalités concrètes ont varié depuis 1945.

KOICHI SHIMIZU :
LE SYSTEME DE PRODUCTION DE TOYOTA
FLEXIBILITE ET INFORMATISATION 81-96

Le système de production de Toyota mérite d'être analysé dans un principe organisationnel original : idée de la production « juste à temps » ; flexibilité de production fondée sur les travailleurs polyvalents ; « Kanban » comme organisateur de la production. Le SPT sera ainsi analysé comme une alternative, plus prometteuse dans l'état actuel économique, à la « productique » française ou au taylorisme informatisé américain.

BERNARD HOURS, MONIQUE SELIM :
NATIONALISME, ISLAM
ET DEVELOPPEMENT AU BANGLADESH 97-103

Cet article a pour thème les conceptions indigènes du développement appréhendées dans une optique comparative, à partir de trois exemples concrets ayant fait l'objet d'enquêtes ethnologiques précises : une entreprise de développement autochtone ayant 20 ans d'existence et disposant de deux usines pharmaceutiques ; les salariés d'une multinationale pharmaceutique américaine installée à Dhaka en 1968 ; des associations islamiques de la capitale, Dhaka. Par l'analyse des visions forgées par ces populations très différentes et aux intérêts marqués, les auteurs montrent l'évolution, la cohérence, les contradictions des idéologies produites localement. Dans tous les cas, elles doivent être confrontées à l'histoire politique au sein de laquelle le nationalisme occupe toujours une place centrale.

KOICHI SHIMIZU
PRODUCTION SYSTEM OF TOYOTA, ITS FLEXIBILITY AND INFORMATIZATION OF PRODUCTION 81-96

The production system of Toyota is worth being analyzed in its original organisation principle : idea of the production « just in time » : flexibility of the production based on the polyvalent workers : Kanban as an organizer of production. In this way the PST will be analyzed as a promising alternative, in the actual state of economy, to the French « productique » or to the American taylorist method of factory automation.

BERNARD HOURS, MONIQUE SELIM
NATIONALISM, ISLAM AND DEVELOPMENT IN BANGLADESH 97-103

This paper is presenting some indigenous views of development observed in a comparative way, from three field work cases according to the ethnological methodology : first an autochtonous development company with two pharmaceutical factories, then the workers of an American multinational pharmaceutical company in Bangladesh since 1968, and some islamic associations in the capital, Dakha. The analysis of these very different populations views, shows the evolution, the coherence, the contradictions of these locally based ideologies which have been confronted with the political history of Bangladesh, and especially the important dimension of nationalism.

GABRIEL MERMILLOD-BLARDET : RELACIONES PROFESIONALES EN LA EMPRESA PRIVADA : UN ANALISIS EN DOS MOMENTOS — 65-79

El estudio del papel económico de los comités de empresa franceses muestra que los analisis de las relaciones profesionales cobran interés cuando distiguen dos momentos de relaciones establecidas sobre la decisión económica : el momento de la formación de las partes que articulan su estatuto y sus modos especificos de creación del colectivo de los asalariados y el momento del encuentro que se origina en un proceso de negociación y no de participación ; sus modalidades concretas han conocido cambios después de 1945.

KOICHI SHIMIZU : EL SISTEMA DE PRODUCCIÓN DE TOYOTA FLEXIBILIDAD E INFORMATIZACIÓN — 81-96

El sistema de producción de Toyota merece ser analizado en su principio de organización original : idea de producción « justo a tiempo » : flexibilidad de la producción basada en trabajadores polivalentes ; « Kanban » como organizador de la producción. De esta forma se analiza el SPT como una alternativa que se presenta como más prometedora, en el estado actual de la economia quie la « productica » francesa o el tailorismo informatizado americano.

BERNARD HOURS, MONIQUE SELIM : NATIONALISMO, ISLAM Y DESARROLLO EN BANGLADESH — 97-103

En este articulo se habla de las concepciones indigenas del desarrollo enfocadas bajo una óptica comparativa, tomando como base tres ejemplos concretos que antes han sido objeto de encuestas etnologicas precisas : una empresa de desarrollo autóctona, que existe desde hace 20 años y que posee dos fabricas farmaceuticas, los sueldos de una multinacional norteamericana instalada en Dhaka en 1968 y asociaciones islámicas de la capital, Dhaka. Gracias al análisis de la visión que se han forjado estas poblaciones tan diferentes y a los intereses claramente manifestados, los autores muestran la evolución, la coherencia, las contradicciones de las ideologias engendradas localmente. En todos los casos, deben confrontarse a la historia politica, en cuyo interior el nacionalismo sigue ocupando un lugar predominante.

26 SEP. 1991

DIMENSIONS SOCIO-ECONOMIQUES DU MAGHREB, DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ET DE L'ASIE

MONDES EN DEVELOPPEMENT - TOME 18 - 1990 - N° 71

RESUMES 3

ABSTRACTS 5

RESUMEN 7

HAMID AIT AMARA 9

Pression démographique et dynamique des structures agraires au Maghreb

DOMINIQUE DELMASURE 19

L'économie tunisienne : de l'Etat-providence à l'ambition libérale

GUY CAIRE 35

Les problèmes de l'emploi dans l'Afrique sub-saharienne

MICHEL LELART 49

Le Fonds Monétaire International et la dette africaine

ANNICK HUYGHE-MAURO, NADINE RICHEZ 59

La dimension sociale dans les politiques d'ajustement structurel en Afrique sub-saharienne : éléments de réflexion

GABRIEL MERMILLOD-BLARDET 65

Relations professionnelles dans l'entreprise privée. Une analyse en deux moments

KOICHI SHIMIZU 81

Le système de production de Toyota. Flexibilité et informatisation

BERNARD HOURS, MONIQUE SELIM 97

Nationalisme, Islam et développement au Bangladesh

NOTES DE LECTURE 105

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 34479 ex 1
Cote : B M

Avec le concours de la Communauté Française,
Direction Générale de la Formation
et de l'Enseignement Artistique
et de la Fondation Universitaire de Belgique.

ISMEA (Paris)
CECOEDUC (Bruxelles)
ISSN 0302.3052
ISBN 2-87081-03-4-2

PL79 C.E.D.I.D. - ORSTOM